



**Stop aux mesures liberticides!
Sortons la santé de la marchandisation!
Contre la crise sanitaire et sociale,
des moyens humains et matériels maintenant!**

RASSEMBLEMENT SAMEDI 21 NOVEMBRE 14H00 HÔPITAL D'AUBENAS

Comme ce fut le cas lors de la 1^{ère} vague de l'épidémie, seule la capacité des travailleurs de terrain à s'auto-organiser avec le peu de moyen mis à leur disposition permet aujourd'hui de faire face à cette 2^{ème} vague, et ce tant dans les domaines de la santé, que de l'éducation et du social.

Le gouvernement montre à nouveau son incapacité à mettre en place des moyens permettant de lutter efficacement contre la propagation du virus dont cette 2^{ème} vague était pourtant prévisible.

Il n'y a eu ni débloqué de fond, ni plan pratique applicable dans la réalité, ni débats publics, ni participation des usagers et des travailleurs à la recherche de solutions visant à protéger la population tout en réduisant les inégalités exacerbées par cette crise sanitaire.

Or tout est question d'orientation des choix : la Catalogne par exemple a pris le parti de limiter les surfaces des hypermarchés et de privilégier l'ouverture des petits commerces de produits de première nécessité.

De son côté, le gouvernement français a fait le choix d'aider les grandes entreprises, qui ont continué à faire du bénéfice et à verser des dividendes à leurs actionnaires, tout en licenciant les salarié.e.s.

Encore une fois, durant cette crise, les plus précaires s'appauvrissent, tandis que les plus riches - les mêmes qui sont à l'origine des inégalités sociales - s'enrichissent.

Oui, des mesures visant à limiter la propagation du virus afin de protéger tous les citoyens de manière égale sont nécessaires : respect de la distanciation physique et port du masque notamment.

Mais les masques doivent être fournis gratuitement à la population et, pour que ces mesures de protection soient comprises et acceptées, l'autoritarisme ne sert à rien. Il faut faire confiance aux citoyens. **Ce sont de réels dispositifs de justice sociale qu'il est indispensable de mettre en place, de vrais investissements pour les services publics qu'il faut faire.** Ces services publics -que nous finançons- doivent sortir de la logique de rentabilité dans laquelle ils ont été placés par tous les gouvernements successifs. Les usagers doivent reprendre la main sur les décisions et les orientations budgétaires.

Aussi nous exigeons :

- **la levée immédiate de l'état d'urgence sanitaire.**
- **la mise à disposition gratuite d'équipements de protection** contre le corona virus tel que les masques et que soit donnée à toutes et tous la réelle possibilité de respecter la distanciation, que ce soit dans les établissements scolaires, les transports, les entreprises, etc.
- **un plan de déblocage massif de fonds afin de donner des moyens humains et financiers à la santé et à l'éducation nationale**, mais aussi des changements systémiques les concernant pour qu'usagers et travailleurs puissent participer aux prises de décision.
- **la réquisition du secteur privé de santé** et une médecine de ville dont la mission prioritaire doit être le soulagement de l'hôpital public et un accès égal au soin partout sur le territoire
- **un revenu suffisant** pour répondre aux besoins essentiels et accessible à tous sans condition.
- **un accès à un logement décent pour tous**, l'arrêt des expulsions quand aucune solution alternative de relogement existe, le plafonnement des loyers, l'ouverture de lits d'accueil pour les sans-abris et les victimes de violences conjugales et la fermeture des CRA, véritables foyers épidémiques.
- **des moyens humains et financiers pour les entreprises publiques**, permettant des déplacements sécurisés dans les métropoles et un accès à tous les services publics dans les zones rurales.
- **l'arrêt de la privatisation de tous les services publics**, qui doivent être gérés par les usagers
- **la socialisation d'autres secteurs** comme la recherche et production des médicaments, l'énergie et les transports.
- **de fortes mesures de soutien pour tous les acteurs culturels** et sur tous les territoires, secteur également nécessaire au bien-être de tous, et source de nombreux emplois.

Vous ne ferez pas taire notre colère !